



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7383>

Non à la violence politique contre les femmes dans le monde arabe

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 06.2013 - Journal des Alternatives. Vol.4 - No.06, juin 2013 -



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

À Tunis, nous avons vu des femmes douanières, policières et même députées. Comme ailleurs, ces femmes se battent tous les jours pour faire leur place dans un monde traditionnellement masculin et cela ne se fait pas sans heurts.

L'atelier présenté par l'organisme *Égalité-Parité* consistait à présenter aux femmes et aux hommes de Tunisie ou d'ailleurs, la dure réalité de celles qui ont décidé de s'impliquer en politique en Tunisie. Il s'agissait aussi lors de cet atelier de lancer une campagne internationale sur le sujet. Bien que la violence faite aux femmes existe dans plusieurs domaines de la vie publique et privée, cette matinée visait à se pencher davantage sur un aspect spécifique de celle-ci : la violence politique.

Une large campagne de promotion des droits des femmes

La mission de l'association *Égalité-Parité* vise le renforcement des capacités et la promotion des droits des femmes. L'idée est d'encourager et de soutenir la participation des femmes aux affaires publiques.

Via le site internet et la web-radio « E-Joussour.net » (un projet [d'Alternatives Internationales](#) proposé lors d'un Forum social précédent), les femmes de huit pays - Tunisie, Maroc, Algérie, Liban, Iraq, Jordanie, Palestine et Égypte - peuvent échanger sur divers enjeux de justice sociale : les actions concrètes prises en lien avec ces problématiques, les avancées, les difficultés rencontrées, etc.

Aujourd'hui, par le biais de cet atelier, les femmes lancent une large campagne contre la violence politique faite aux femmes. Cette campagne se déroulera sous différentes formes et de manière simultanée dans plusieurs pays (mentionnés ci-dessus). Il y aura des conférences, des concerts, des ateliers d'information, etc. L'événement prendra fin le 10 décembre, journée d'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Pour une séparation entre religion et politique

Selon la représentante de l'organisme, Mme Faiza Skandrani, la montée des salafistes à la suite de la révolution est alarmante pour les femmes tunisiennes qui disent non à la Charia, et au mélange de la religion avec la politique. Les femmes qui se présentent en politique dans un tel contexte sont victimes de harcèlement de toute sorte (mauvaise réputation dans leur village natal, se font traiter de prostituées sur Facebook, insultes dans la rue, etc.). « On ne peut pas justifier au nom de Dieu le viol et la violence dont sont victimes ces femmes », nous explique-t-elle.

À travers plusieurs exemples choquants (bras cassés, tabassage, viol par les policiers, saccages des locaux électoraux, etc.), on comprend pourquoi certaines femmes tunisiennes revendiquent la séparation du politique et du religieux. De plus, lorsqu'elles organisent des manifestations pour protester contre la violence politique faite aux femmes, les médias locaux ne couvrent pas ces événements, « seulement les médias étrangers ! », déplore Mme Skandrani.

Une « complémentarité » jugée dangereuse

Un exemple éloquent est celui de la « complémentarité ». Ce concept est un jeu de mot que certaines forces veulent insérer dans la nouvelle constitution tunisienne. La femme est-elle « complémentaire » à l'homme ? Ce que l'on peut confondre avec un inutile débat de sémantique peut s'avérer un glissement, une déviation du texte vers une hiérarchie des genres : la femme ne serait plus égale, mais complémentaire à l'homme.

La nécessité de diffuser l'information

Deux femmes présentes à l'atelier, admirables dans leur détermination, nous exposent un grand défi auquel elles font face dans leur combat : celui de diffuser l'information. Lorsqu'aucune chaîne de télévision ou de radio nationale n'accepte de couvrir un événement de dénonciation, le soutien international prend tout son sens.

Mais quelles sont donc les stratégies mises en place ? Pour préparer les candidates à prendre la parole en public et à argumenter, des ateliers d'éducation sont organisés afin de promouvoir une nouvelle lecture de l'Islam. L'idée est de freiner la mise en place d'un système d'oppression visant à exclure et marginaliser les femmes actives dans les sphères politiques et publiques.

Dans ce pays où la production est assumée par 60 % des femmes et où elles ne possèdent que 2 % de la richesse, on peut dire que les Tunisiennes ont du pain sur la planche. Il y a encore du travail d'éducation populaire à effectuer pour les associations, en zones urbaines comme rurales. Comme le souligne l'organisme *Égalité-Parité*, « il ne faut pas penser que les femmes en régions éloignées sont moins intelligentes », elles sont isolées, pauvres et n'ont pas d'autre choix que de suivre leur famille. L'association *Égalité-Parité* veut créer des solidarités et des réseaux pour soutenir les femmes et freiner cette violence systématisée pour les exclure de la sphère politique.

Post-scriptum :

Credit photo : Marjolaine Tapin